

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : SYRIE - SANCTIONS ET PERSPECTIVES FINANCIÈRES

Malgré des décisions de levée, les sanctions internationales continuent de peser sur la Syrie. L'Union européenne a levé l'ensemble des sanctions qui touchaient le pays, en février et en mai 2025, de manière toutefois réversible ; ne subsistent que les sanctions individuelles contre les membres du clan de l'ex-président B. al-Assad, ainsi que les interdictions de biens militaires, à double usage, ou « NRBC » (risques d'origine nucléaire, radiologique, biologique et chimique). Le régime international de sanctions antiterroristes, sur le fondement des résolutions de l'ONU, reste en place. Sont concernés à titre individuel A. al-Charaa et A. Khattab, ainsi que de manière collective le groupe Hayat Tahrir al-Cham (HTC).

LE CHIFFRE À RETENIR

22,3 Mds \$

DETTE EXTÉRIEURE DE LA SYRIE

Les sanctions américaines n'ont été, pour l'essentiel, levées que de manière provisoire ou conditionnelle. Les sanctions sectorielles ont été suspendues par décret présidentiel du 30 juin 2025, mais les États-Unis conservent la capacité juridique de sanctionner de nouveau le régime syrien, sans passer par le Congrès : les bases législatives, comme l'*International Emergency Economic Powers Act* ou le *Caesar Syria Civilian Protection Act* sont ainsi toujours en vigueur. Ce dernier texte, appelé couramment le « Caesar Act », a été suspendu le 23 mai 2025 pour une durée de six mois. Le Congrès a refusé en septembre de le supprimer définitivement, et le Bureau de contrôle des actifs étrangers (Office of Foreign Assets Control, OFAC), dépendant du Trésor américain, a renommé les règlements relatifs aux sanctions syriennes « Régime de sanctions promouvant la redevabilité d'Assad et la stabilisation régionale » (Promoting Accountability for Assad and Regional Stabilization Sanctions Regulations).

La venue d'Ahmad al-Charaa à New York lors de l'assemblée générale des Nations Unies, une première pour un dirigeant syrien depuis 1967, avait pour objectif d'obtenir de la part des Américains la suspension définitive des sanctions. Si le nouveau président a demandé dans son discours du 24 septembre « l'abrogation complète des sanctions », les rencontres de haut niveau que lui ou son ministre des affaires étrangères A. al-Chaibani ont conduites n'ont pas permis d'enranger les soutiens nécessaires, notamment américains, pour assurer leur suppression.

La persistance des sanctions et l'incertitude quant à leur levée définitive ont un effet négatif sur le climat des affaires en Syrie et renforcent les difficultés de l'État et du secteur financier. Pour le secteur financier, les sanctions ont limité l'accès aux marchés internationaux, en bloquant les transactions financières et les transferts de fonds. Elles ont renforcé les difficultés économiques liées au conflit, aux destructions et à l'exode de la main-d'œuvre. La chute du PIB qui en a résulté a été brutale, estimée par la Banque mondiale, qui utilise notamment la méthode d'approximation par lumière nocturne (*Nighttime Light*), à une contraction entre 50% et 80% pour les années 2010-2024. Il pourrait être de 20 Mds USD en 2024-2025, après un étiage à 6-10 Mds USD pendant le conflit. La situation actuelle d'incertitude pousse les banques internationales à poursuivre leur attitude de conformisme par crainte d'éventuelles pénalités américaines. En d'autres termes, la suspension des sanctions n'a pas encore permis de garantir l'accès des entreprises syriennes à des financements ou aux technologies financières modernes et services associés, pourtant vitaux pour assurer le dynamisme du secteur privé et la reprise de l'économie en Syrie.

Pour l'État syrien, la gestion de la dette publique, notamment extérieure, reste centrale. La dette publique syrienne s'élèverait à environ 27 Mds USD, soit 135% du PIB, dont 22,3 Mds USD serait extérieure (110% du PIB environ). Cette dernière, de 5 Mds USD en 2011 avant le conflit, est avant tout due aux engagements envers l'Iran (17 Mds USD d'arriérés d'après la Banque mondiale) et la Russie. Du fait des sanctions, tant les remboursements que l'obtention de prêts supplémentaires de la part des créanciers traditionnels étaient impossibles. Leur suspension n'a pas permis au gouvernement syrien d'entamer le traitement de la dette publique ; dans cette optique, comme dans l'éventualité d'une nouvelle émission de dette, l'accès aux marchés financiers est crucial.

Service Économique Régional de Beyrouth

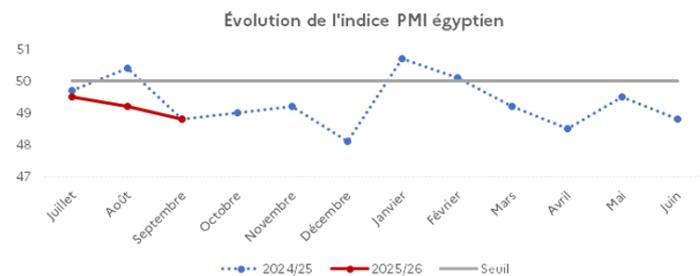
ÉGYPTE

1. NOUVELLE AUGMENTATION DES TRANSFERTS DE FONDS DE LA DIASPORA EN JUILLET 2025

Les transferts de fonds de la diaspora ont augmenté pour le 17^{ème} mois consécutif au mois de juillet 2025 pour atteindre un niveau mensuel inédit de 3,8 Mds USD, en hausse de 26,3% en g.a (3 Mds USD en juillet 2024), selon un [communiqué de la Banque centrale d'Égypte](#). Sur les sept premiers mois de 2025, ils ont enregistré une hausse de 49,7% en g.a et ont atteint un record de 23,2 Mds USD, contre 15,5 Mds USD sur la même période en 2023/24.

2. L'INDICE PMI DU SECTEUR PRIVÉ SOUS LE SEUIL DE CROISSANCE POUR LE 7^{ÈME} MOIS CONSÉCUTIF

L'[indice des directeurs d'achat](#) (PMI) a été ramené de 49,2 en août à 48,8 en septembre, son plus bas niveau depuis trois mois, demeurant sous le seuil de croissance pour le septième mois consécutif. L'enquête souligne un recul de la production et des nouvelles commandes, ces dernières affichant leur plus forte diminution depuis avril. Dans ce contexte, les entreprises ont réduit de façon modérée leurs achats pour le septième mois consécutif. Les prix des intrants ont progressé à leur rythme le plus faible depuis six mois alors que les prix de vente ont poursuivi leur hausse pour le cinquième mois consécutif. Enfin, la confiance des entreprises a reculé par rapport au mois d'août.



3. ENI CONSOLIDE SA PRÉSENCE EN ÉGYPTE

Le groupe italien Eni, premier producteur de gaz naturel en Égypte, a annoncé un programme d'investissement de 8 Mds USD sur cinq ans (2025-2030) destiné à relancer la production et poursuivre l'exploration offshore, notamment sur les champs Zohr, Nargis et Nour, en partenariat avec Chevron et BP. Cette initiative, saluée par le Premier ministre Mostafa Madbouly, intervient alors que le gouvernement cherche à rétablir la confiance des investisseurs internationaux et revaloriser le prix du gaz. En parallèle, Eni et TotalEnergies poursuivent leurs discussions en vue de la signature des accords commerciaux relatifs à l'exploitation du champ

Cronos, situé au large de Chypre, et à l'acheminement du gaz vers les infrastructures de liquéfaction en Égypte en vue de sa réexportation. (cf. revue MEES n° 40 du 3 octobre 2025).

4. L'ÉGYPTE APPROUVE LA CRÉATION DE 3 NOUVELLES ZONES FRANCHES INDUSTRIELLES

Le gouvernement égyptien a [approuvé la création de trois zones franches](#) privées à Beni Suef, New Alamein et 10th of Ramadan, qui devraient mobiliser environ 207 M USD d'investissements et permettre la création de 15 000 emplois. Ces projets comprennent notamment la construction d'une usine de PVC par le groupe chinois Kentier, d'une usine textile (vêtements et chaussettes) par Alpine, d'un complexe métallurgique par le groupe saoudien Keenan Holding (41 M USD) et d'une usine de tôles laminées à froid par l'entreprise égyptienne Ashry Steel (environ 60 M USD). Ils s'inscrivent dans la stratégie du gouvernement visant à renforcer les exportations industrielles égyptiennes et à attirer davantage d'investissements privés. À l'occasion de cette annonce, le Premier ministre Mostafa Madbouly a souligné l'efficacité du mécanisme des zones franches pour dynamiser le secteur industriel, tout en insistant sur la nécessité de simplifier les procédures administratives et d'accélérer la délivrance des licences pour les entreprises privées.

IRAK

1. EXCELERATE ENERGY REMPORTE LE CONTRAT DE FOURNITURE D'UNE PLATEFORME FSRU

L'entreprise américaine [Excelerate Energy](#) s'est vue attribuée par le gouvernement irakien le projet de développement d'une installation flottante d'importation et de regazéification (FSRU- Floating Storage and Regasification Unit) de gaz naturel liquéfié (GNL). Spécialisée dans les infrastructures de GNL, Excelerate Energy était en concurrence avec plusieurs entreprises du Moyen-Orient. Le projet envisagé de longue date par le gouvernement irakien vise à la diversification de l'approvisionnement énergétique du pays. Il permettra en particulier à l'Irak de réduire sa dépendance envers les importations de gaz iranien. Le gaz importé d'Iran comptait jusqu'en 2024 pour environ 30% de la production d'électricité de l'Irak. Depuis 2024, l'Irak est confronté à de fortes baisses de livraisons de gaz d'Iran en raison principalement des besoins en gaz du pays pour ses usages domestiques. En juin 2025, le ministère de l'Électricité irakien faisait état de l'interruption d'activité de plusieurs centrales électriques, représentant une perte de capacité de

production d'électricité de 3,8 GW pour une capacité totale de 28 GW, du fait de l'absence de livraison de gaz par l'Iran.

2. APPEL D'OFFRES POUR LA MODERNISATION DE L'AÉROPORT INTERNATIONAL DE BAGDAD

Trois groupements d'entreprises ont répondu à l'appel d'offres lancé début juillet par le ministère des Transports pour la réhabilitation et la modernisation de l'aéroport international de Bagdad.

La remise des offres financières est prévue à partir du 16 octobre. Elles seront étudiées par la Société Financière Internationale qui supervise l'ensemble de la procédure d'appel d'offres du projet, structuré sous forme de partenariat public-privé (PPP).

On relève l'absence de participation d'offre française parmi les groupements encore en lice :

- Asyad Holding (Arabie saoudite) en partenariat avec YDA Construction (Turquie), Lamar Holding (Bahreïn), Top Engineering Corporation Arabia (Arabie saoudite) qui est une filiale du groupe chinois Shaanxi Construction Engineering Group et Dublin Airport Authority (Irlande).
- ERG International (Royaume-Uni) à la tête d'un groupement comprenant Terminal Yapi (Turquie) et ERG Construction.
- Corporación América Airports (Argentine) en partenariat avec Amwaj International Company (Irak).

L'objectif du projet serait d'atteindre une activité de 8 à 9 millions de passagers (équivalente à celle de l'aéroport d'Amman), contre 4 millions aujourd'hui. L'exploitation de l'aéroport sera octroyée pour une durée de 25 ans. Les investissements portent sur la construction de nouveaux terminaux passagers, la rénovation complète des pistes et la mise aux normes internationales des systèmes de sécurité. Le montant des investissements est estimé entre 400 et 600 M\$, dont environ 100 M\$ seraient apportés par la SFI.

3. PROJET D'EXPANSION DE LA RAFFINERIE DE DIWANIYAH

Le ministère irakien du Pétrole et l'entreprise publique Midland Oil Company (MOC) ont lancé le projet d'expansion de la raffinerie de Diwaniyah, dont la capacité devrait passer de 20 000 à 90 000 barils par jour (b/j). À terme, cette unité de distillation supplémentaire devrait produire quotidiennement environ 2,8 millions de litres d'essence, 2,1 millions de litres de gasoil et plus de 7 millions de litres de fioul. Ce chantier devrait durer 5 ans pour un montant total de 800 M USD. Ce projet s'inscrit dans la stratégie du gouvernement irakien, rappelée début

septembre 2025, visant à transformer 40% du pétrole brut exporté en produits raffinés d'ici 2030 (1,5 Mb/j contre 1,2Mb/j actuellement). L'Irak produit environ 4,2 Mb/j de pétrole brut mais reste encore dépendant des importations de produits pétroliers raffinés.

4. RETOUR D'EXXON MOBIL EN IRAK

Le groupe pétrolier américain a signé le 8 octobre un accord préliminaire avec le ministère du Pétrole portant sur le développement du champ pétrolier de Majnoon. Cet accord marque un retour en force d'Exxon Mobil en Irak après son retrait du pays où le groupe exploitait le champ pétrolier de West Qurna1. ExxonMobil avait cédé progressivement sa participation dans ce bloc à Petrochina, Pertamina (Indonésie) et à la compagnie publique Basra Oil Company, pour se retirer complètement fin 2023. Le champ de Majnoon est l'un des principaux champs pétroliers d'Irak avec une production actuelle d'environ 240 000 barils/jour et des réserves estimées à 13 Mds de barils, soit près de 10% des réserves prouvées du pays (145 Mds de barils). Le champ était exploité jusqu'en 2017 par le groupe Shell qui s'était retiré de l'activité d'exploration production en Irak en vendant sa participation à Basra Oil Company. L'accord signé par ExxonMobil porterait également sur la mise à disposition à la SOMO (*State Oil Marketing Organization*, compagnie publique irakienne ayant le monopole des exportations de pétrole brut) de capacités de stockage de pétrole en Asie, principalement à Singapour. Cet accord marque un retour des compagnies pétrolières américaines en Irak, après la signature par Chevron fin août d'un accord préliminaire pour l'exploitation du champ pétrolier de Nasiriyah. Les entreprises américaines de services aux opérateurs pétroliers dominant déjà le marché avec la présence de groupes tels que Baker Hughes, Halliburton, KBR, Morgan Hughes, SLB...

IRAN

1. LA BANQUE MONDIALE PRÉVOIT UNE CONTRACTION DE 2,3% DU PIB EN 2025/2025 ET 2026/2027

Dans le cadre de la publication du MENAAP (Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan, Pakistan), la Banque mondiale revoit à la baisse ses prévisions de croissance pour l'Iran par rapport à octobre 2024 à -1,7% en 2025/26 (-4,6 points de pourcentage) et -2,8% en 2026/27 (-5,2 points de pourcentage). Le PIB par habitant devrait ainsi se contracter de -2,5% en 2025/26 et -3,6% en 2026/27, plaçant l'Iran parmi les rares économies de la région MENAAP à connaître une récession alors que la croissance régionale

moyenne s'établit à +2,8% en 2025. La Banque mondiale attribue cette dégradation au renforcement des sanctions internationales, à une prévision de baisse des exportations pétrolières, et à une aggravation de la spirale inflationniste qui en découle (49% d'inflation en glissement annuel attendus en 2025/26 et 56% en 2026/27), alimentée par la dépréciation monétaire et le recours au financement monétaire du déficit budgétaire.

2. EXPORTATIONS DE PÉTROLE IRANIEN : LES EAU DANS LE VISEUR DE WASHINGTON

Les États-Unis s'apprêteraient à demander des comptes aux E.A.U. sur le concours apporté par les ports de Fujairah et Hamriyah aux exportations iraniennes d'hydrocarbures. En effet, non seulement 77% des cargaisons de produits raffinés en provenance d'Iran (qui en exporte en moyenne 500 000 B/j) transiteraient par ces deux ports, mais ils assureraient également le transbordement d'une quantité croissante de pétrole brut, de tankers iraniens appartenant à la « dark fleet » iranienne vers des vaisseaux émiriens, omanais et irakiens chargés de convoier la cargaison vers le port chinois de Qingdao. Ces révélations, qui interviennent dans le contexte d'une forte augmentation des exportations iraniennes de brut en septembre (1,9 Mb/j, montant le plus élevé depuis 2018), placent dans une position difficile l'administration Trump qui vante depuis la fin de la guerre des 12 jours l'efficacité de sa « *maximum pressure policy* » sur l'infrastructure iranienne de contournement des sanctions.

3. INTERVENTION DE LA BCI POUR LIMITER LA DÉPRÉCIATION DU RIAL

Après avoir atteint son étiage historique le 2 octobre dernier à 1 \$ = 1 118 000 IRR, le rial s'est apprécié pour atteindre 1 \$ = 1 113 000 IRR le 6 octobre, avant de reprendre sa chute. La presse spécialisée locale attribue cette appréciation temporaire, qu'elle qualifie « d'accalmie artificielle » - sur fond de retour des sanctions onusiennes et européennes - à une intervention massive de la Banque Centrale d'Iran (BCI), tant sur le marché des devises que sur celui de l'or. S'agissant de ce dernier, la BCI a organisé une vente aux enchères de pièces d'or le 7 octobre, afin d'éviter d'alimenter la ruée des épargnants vers les devises.

ISRAËL

1. LE GOUVERNEMENT PUBLIE SON 1^{ER} RAPPORT SUR LA BLUE TECH

Le ministère israélien de l'Innovation, des Sciences et de la Technologie (MOST) a publié son premier rapport stratégique sur la BlueTech, mettant en avant le potentiel économique, scientifique et technologique de la mer pour Israël. Chaque année, d'après le MOST, environ 800 articles scientifiques sont publiés par des chercheurs locaux dans le domaine de l'économie bleue, dont 65% figurent dans des revues internationales de premier plan. L'Association israélienne pour les sciences marines a recensé 235 chercheurs dans le pays, dont un tiers travaille dans les universités de Tel-Aviv et de Haïfa. L'écosystème entrepreneurial comprend 114 entreprises dont 22% sont actives dans la production alimentaire marine, 23% dans la gestion et le traitement de l'eau et 23% dans les technologies marines intelligentes (IA, cybersécurité, énergies bleues, biotechnologie). Le nombre d'étudiants en BlueTech a augmenté de 14% en 2024 par rapport à 2023 et Tel Aviv se classe au 7^{ème} rang mondial pour les jeunes pousses dans ce secteur d'après Startup Genome. Enfin, Israël occupe la 25^e place sur 66 pays selon le Blue Technology Barometer du MIT. Le rapport du MOST identifie cependant plusieurs freins au développement du secteur, notamment des infrastructures insuffisantes, un manque de coordination et des difficultés de financement. Il recommande de renforcer la R&D, adapter la réglementation, créer un régulateur maritime national, développer la formation spécialisée et centraliser les données accessibles aux chercheurs et entreprises.

2. APRÈS L'ANNONCE D'UN POSSIBLE PLAN DE PAIX POUR GAZA, LA BOURSE DE TEL AVIV ATTEINT DES NIVEAUX RECORD

L'indice TA-35 de la Bourse de Tel Aviv a atteint un plus haut historique à la fin du troisième trimestre à 3 200 points, porté par un regain de confiance des investisseurs et des hausses marquées lors des toutes dernières séances. Début octobre, la tendance s'est poursuivie : selon Reuters, les actions israéliennes ont augmenté dans un climat d'optimisme lié à une possible fin de la guerre à Gaza et à la perspective d'un accord de libération des otages évoqué dans le plan de paix soutenu par Donald Trump. Le TA-35 a alors progressé de 1,4%, le TA-125 de 1,6 %, tandis que le shekel s'est apprécié de 0,7% face au dollar, atteignant son niveau le plus élevé depuis trois ans. Les analystes notent toutefois que cette euphorie

reste fragile : toute déception sur le front diplomatique pourrait inverser rapidement la tendance.

3. TECH : NETTE HAUSSE DES FUSIONS-ACQUISITIONS ET SORTIES, MAIS BAISSÉES DE LEVÉES DE FONDS

Deux rapports publiés en septembre par Startup Nation Central (SNC) et IVC-LeumiTech révèlent les résultats mitigés de l'écosystème technologique israélien au troisième trimestre 2025. Depuis le début de l'année 2025, le volume des opérations de fusions-acquisitions a atteint 71 Mds USD, soit près de cinq fois plus qu'à la même période en 2024, en raison de transactions importantes telles que l'acquisition de Wiz par Google pour 32 Mds USD, la plus importante dans l'histoire d'Israël. Les sorties ont pour leur part atteint 41 Mds USD, soit trois fois plus que l'année dernière. Le secteur de la cybersécurité s'est distingué, contribuant à hauteur de 58% à la valeur totale des transactions, notamment avec Aim Security, rachetée pour 350 M USD, Findings, rachetée pour 305 M USD, et Prompt Security, rachetée pour 275 M USD. En revanche, les données des deux rapports indiquent un ralentissement continu des levées de capitaux privés. Selon SNC, au troisième trimestre, environ 2,4 Mds USD de dollars ont été levés, soit une baisse de 38% par rapport au trimestre précédent (hors financement de 2 Mds USD par Safe Superintelligence) et de 18% en glissement annuel. Le nombre de tours connus est tombé à 141, le plus bas depuis 2020. Les données d'IVC-LeumiTech sont similaires : 2,2 Mds USD pour 116 tours connus, et une estimation de 204 tours au total, soit une baisse de 24% par rapport à la même période l'année dernière. Les levées de fonds les plus importantes sont principalement dirigées vers des entreprises matures et en croissance, tandis que les entreprises en phase de démarrage peinent à attirer l'attention des investisseurs.

JORDANIE

1. ACCORD TECHNIQUE SUR LA 4^{ÈME} REVUE EFF (FMI)

Le Fonds monétaire international et la Jordanie sont parvenus à un accord au niveau des équipes techniques sur la quatrième revue du mécanisme élargi de crédit (*Extended Fund Facility* – EFF) mis en place en janvier 2024. La robustesse de l'économie jordannienne face à la situation régionale très incertaine a été une nouvelle fois saluée. Selon le FMI, la croissance devrait s'accroître dans les prochaines années pour dépasser 3%, portée par d'importants projets d'investissement et un approfondissement de l'intégration économique régionale (Syrie, Liban,

Irak). Pour 2025, le Fonds anticipe une réduction du déficit de la balance courante à 5% du PIB, ainsi qu'une inflation stable autour de 2%. L'objectif de ramener la dette publique à 80% du PIB d'ici 2028 est également maintenu. En outre, la première revue de l'accord relatif à la facilité pour la résilience et la durabilité approuvée en juin 2025 a également été validée au niveau des équipes techniques.

2. HAUSSE DE L'INDICE DE CONFIANCE DES INVESTISSEURS AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2025

Selon le Jordan Strategy Forum, l'indice de confiance des investisseurs en Jordanie (le Jordan Investor Confidence Index) a augmenté de +11,7% au deuxième trimestre (T2) 2025 par rapport au trimestre précédent. L'indice est passé de 156,7 au T1 à 175,2 au T2. Cette hausse résulte de la hausse des indices de confiance dans l'économie réelle (174,2 au T2 contre 128,7 au T1) et le système financier (188,3 au T2 contre 169,3 au T1). L'indice de confiance dans le système monétaire a quant à lui diminué (164,1 au T2 contre 200 au T1).

3. CROISSANCE DE +2,8% DU PIB AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2025

Selon les données du département des statistiques (DoS), le PIB a enregistré une croissance de 2,8 % au deuxième trimestre 2025, par rapport à la même période de 2024. L'agriculture a enregistré le taux de croissance le plus élevé à +8,6 % (contribution à la croissance de 0,35 points de pourcentage – pp), suivi par le secteur manufacturier avec +5 % (contribution de 0,89 pp), le secteur de l'électricité et de l'eau à +4,9 % (contribution de 0,09 pp) et le secteur des services sociaux et personnels à +4 % (contribution de 0,33 pp). Pour rappel, le FMI prévoit une croissance de 2,7 % en 2025.

4. HAUSSE DES CRÉATIONS D'ENTREPRISES AU COURS DE 9 PREMIERS MOIS DE 2025

Selon le Département jordanien en charge du contrôle des entreprises, la Jordanie aurait enregistré 5 636 créations d'entreprises au cours des 9 premiers mois de 2025, dont 72,4 % de sociétés à responsabilité limitée. Cela représenterait une hausse de +20 % en glissement annuel (g.a). Le capital total enregistré sur cette période dépasse les 323 M JOD (455 M USD).

LIBAN

1. HAUSSE DU TRAFIC DE FRET DU PORT DE BEYROUTH SUR LES 7 PREMIERS MOIS DE L'ANNÉE

D'après des données publiées par l'autorité portuaire, le port a enregistré, en rythme annuel, une augmentation de 13,8% de l'activité de fret entre janvier et juillet 2025. Sur les 3,64 M de tonnes de marchandises ayant transité par l'infrastructure sur cette période, 3,16 ont été importées et 0,48 ont quitté le port. Si ces deux volumes sont en hausse par rapport à la même période l'année passée, respectivement de 16,0% et 1,5%, le nombre de navires, évalué à 900, ayant accosté à Beyrouth a quant à lui reculé de 9,6%.

Environ 6 M de tonnes de marchandises et 3000 navires transitent par le port de Beyrouth chaque année. Depuis 2022, année à laquelle CMA Terminals a obtenu la concession du terminal à conteneurs pour une durée de dix ans, le port de Beyrouth est passé de la 323^{ème} place à la 54^{ème} en 2024 de l'indice de performance des ports à conteneurs (CCPI), publié par la Banque mondiale.

2. LA REPRISE DES IMPORTATIONS POST-CONFLIT CREUSE LE DÉFICIT COMMERCIAL

D'après les douanes libanaises, le commerce extérieur du Liban a connu une reprise sur les sept premiers mois de l'année, portée par une reprise des importations, après une contraction enregistrée en 2024 du fait de la forte dégradation du contexte sécuritaire. Les importations ont augmenté de 14,7% à 11,46 Mds USD, portée par la hausse des achats d'hydrocarbures (+9,4% à 2,8 Mds USD), mais la hausse la plus importante a été constatée pour les véhicules (+55% à 699 M USD). Dans le même temps, les exportations ont augmenté de 26% à 1,68 Mds USD, en particulier les ventes de métaux précieux (+80% à 788 M USD). En conséquence, le déficit commercial s'est creusé en augmentant de 12,4% (à 9,4 Mds USD). La Chine demeure le 1^{er} pays fournisseur du Liban (11,6% du total), devant la Grèce (8,5%), et l'Égypte (7%). La Suisse devient le 1^{er} pays client du Liban (485 M USD), devant Les Émirats Arabes Unis (360 M USD).

SYRIE

1. CONCENTRATION DU SECTEUR DES HYDROCARBURES SYRIEN AU SEIN D'UNE NOUVELLE HOLDING PUBLIQUE

Par décret n° 189 du 2 octobre 2025, le président syrien Ahmed Al-Charaa a décidé la création de la Syrian Petroleum Company (SPC), holding

entièrement détenue par l'État. L'ensemble des activités et actifs de la General Petroleum Company (GPC), chargée du segment amont, et du Public Establishment for Refining and Distribution (PERD), qui supervisait la distribution et le raffinage, toutes deux créées en 2009, sera intégré au sein de la nouvelle entité. Cette dernière reprend par ailleurs le nom d'une des 14 filiales détenues par GPC, la Syrian Petroleum Company.

Le conseil d'administration de la SPC, présidé par le ministre de l'Énergie, sera composé de neuf membres au total désignés par décret présidentiel : représentants des ministères de l'Économie et de l'Industrie, des Finances, de l'Autorité syrienne des Investissements et experts du secteur aux côtés du futur PDG de la holding, qui n'a pas encore été nommé. D'après des données du ministère de l'Énergie obtenues par la presse, la production journalière de pétrole et de gaz dans les territoires sous contrôle du pouvoir central à Damas serait respectivement de 7 300 barils et 7,63 M de mètres cubes.

TERRITOIRES PALESTINIENS

1. LA PMA ANNONCE LA REPRISE PROGRESSIVE DES SERVICES BANCAIRES À GAZA

À la suite de l'annonce du cessez-le-feu ce jeudi, l'Autorité monétaire palestinienne (PMA) a indiqué qu'elle déploie des efforts intensifs pour rétablir dans les plus brefs délais les services bancaires dans la bande de Gaza.

Dans un communiqué, le gouverneur de la PMA, Yahia al-Shannar, a affirmé que l'institution, fidèle à sa responsabilité nationale et humanitaire, demeure pleinement engagée à soutenir le peuple palestinien durant cette phase critique. Il a précisé que la PMA collabore avec les organisations de secours et des partenaires locaux et internationaux afin de faciliter la distribution de l'aide humanitaire et d'assurer la reprise des services financiers essentiels.

Avant la guerre, le secteur bancaire à Gaza représentait environ 15% des dépôts et crédits du système financier palestinien, avec plus de 80 agences et 94 guichets automatiques. Depuis octobre 2023, près de 93% des succursales ont été détruites, ne laissant que trois distributeurs encore opérationnels. Avec l'aggravation de la catastrophe humanitaire dans le territoire, l'absence de services bancaires constitue désormais l'un des principaux obstacles à la distribution des aides en espèces.

2. RAPPORT DE LA BANQUE MONDIALE (SEPTEMBRE 2025)

Selon le dernier rapport de la Banque mondiale publié en septembre 2025, les Territoires palestiniens occupés traversent leur pire crise économique depuis plus de trois décennies. L'économie de Gaza reste « quasiment paralysée », avec une contraction du PIB de 83% en 2024, suivie d'un recul supplémentaire de 12% au premier trimestre 2025. Sa contribution à l'économie palestinienne a chuté de 17% avant la guerre à moins de 3%, malgré le fait que Gaza abrite près de 40% de la population. En Cisjordanie, une croissance technique de 10% a été enregistrée au

premier trimestre 2025, due à un effet de base particulièrement bas.

La crise budgétaire de l'Autorité palestinienne s'aggrave : la suspension prolongée des recettes de compensation israéliennes a contraint le gouvernement à réduire les salaires publics à 60% en mai, puis 50% en juin 2025. Le rapport prévient que la reprise dépendra d'un cessez-le-feu durable, de la reprise des transferts financiers et d'un soutien international coordonné.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	TP	SYRIE
POPULATION (MILLIONS) – 2024	FMI / WEO	107	44	87	10	11	5,4	5,3*	25*
PIB (Mds USD) – 2024 ^E	FMI / WEO	383	277	401	540	53	28	14*	21*
PIB / HAB. (USD) – 2024 ^E	FMI / WEO	3570	6247	4633	54192	4693	5282	2593*	869*
CROISSANCE PIB RÉEL (%) – 2024 ^E	FMI / WEO	2,4	0,3	3,5	0,9	2,5	-7,5	-26,6*	-1,5*
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) – 2024 ^E	FMI / WEO	-7,1	-1,5	-4,1	-8,3	-8,3	0,4	-9,5*	-3,1*
DETTE PUBLIQUE (% PIB) – 2024 ^E	FMI / WEO	91	43	37	68	115	164	86*	n/a
RATING COFACE 2024	COFACE	C	E	E	A4	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	STATISTIQUES OFFICIELLES	13,6	2,6	36	3,3	2,0	14,2	48,9	15
PMI MENSUEL	STATISTIQUES OFFICIELLES	50,1	n/a	48,7	50,2	n/a	50,3	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2024	DOUANES FRANÇAISES	1792	426	255	1714	306	426	28	29
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2024	DOUANES FRANÇAISES	1158	1949	48	1386	43	92	4	6

* = DONNÉES BANQUE MONDIALE 2024

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS

A1 TRÈS FAIBLE / **A2** PEU ÉLEVÉ / **A3** SATISFAISANT / **A4** CONVENABLE / **B** ASSEZ ÉLEVÉ / **C** ÉLEVÉ / **D** TRÈS ÉLEVÉ / **E** EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtrésor.gouv.fr